le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
9 au 15 septembre 1999

10 FF
65 FB

Les capitalistes s'organisent...

A quand les exploités !

LES AFFAIRES MARCHENT BIEN. Pendant l'été, la foire continue et de plus belle. Les grands groupes capitalistes français et mondiaux se regroupent pour faire toujours plus de bénéfices. Et c'est à coups de centaines de milliards que le jeu se fait. Que ce soit au niveau des banques ou la saga de la BNP et de la Société Générale s'est déroulée à coups d'OPA de plusieurs centaines de milliards ou que ce soit dans le pétrole avec la saga Total-Fina et Elf qui commence. A chaque fois, les mêmes assurances que cela se déroule pour le bien général et les mêmes doutes pour les travailleurs. Le monde se fait sans nous dans les vases clos et feutrés des conseils d'administration et des assemblées générales d'actionnaires. La puissance financière que révèlent ces opérations montre la santé financière du grand capital.

Une santé insolente qui est le produit de politiques de régression sociale et du vol organisé sur les richesses produites par les travailleurs des services comme de l'industrie. La dernière opération en date concerne la distribution avec la fusion entre Carrefour et Promodes. Ce nouveau groupe aura un chiffre d'affaire de 300 milliards de francs, plus que ne rapporte l'impôt sur le revenu en France ! Plus que le budget de l'Éducation nationale ! On imagine la puissance financière que cela représente et tout cela au prix des conditions de travail et de salaires des travailleurs de Carrefour, grand leader de la précarité et du mi-temps généralisé, comme de l'écrasement des prix des producteurs agricoles par l'imposition d'un prix par l'acheteur qu'est Carrefour. On comprend la colère et le mouvement emmené par la Confédération paysanne. Ainsi des milliards circulent sans que nous n'en voyions la couleur.

L'État aide les patrons

Pourtant, les entreprises vont si mal ! Si, les patrons nous le disent constamment pour faire taire toute velléité de justes et légitimes revendications à récupérer nos richesses. La litanie des entreprises « écrasées par le poids des charges sociales » montre ses limites. C'est une offensive idéologique qui n'a rien à voir avec une appréciation sérieuse et lucide de l'état des entreprises en France. Les profits se font et se multiplient depuis une quinzaine d'années : la crise pour les uns et les richesses pour les autres. Ainsi, la part des profits dans les richesses produites (le PIB) est aujourd'hui de 40 % (contre 30 % en 1979). Du coup, les entreprises peuvent choisir d'accroître leur production ou alors elles cherchent à racheter d'autres entreprises. A force d'accumuler des profits sans vouloir investir dans la production, les entreprises mettent leurs profits en bourse faisant monter artificiellement le cours des actions.

On comprend pourquoi la bourse a explosé : celle-ci dépend des profits accumulés et des espérances de profit des entreprises. Plus ça va mal pour les salariés et mieux ça va pour les actionnaires. Ces mêmes entreprises toujours à la recherche de quelque avantage donné par la puissance publique, maquillant toujours leurs comptes pour faire apparaître des profits moindres et geignant toujours sur les modèles idylliques que les entreprises peuvent trouver en Allemagne, aux États-Unis ou dans les pays du Sud. Tout cela n'est qu'un discours entretenu par les patrons aidés des politiciens qui gèrent l'État. Car l'État aide bien les entreprises dans ce travail idéologique et se retrouve dans la même situation.

Les choix antisociaux du gouvernement

En effet, pour l'État aussi, cela va bien. Les dépenses engagées pour la misérable guerre du Kosovo, celles faramineuses engagées pour le porte avion nucléaire Charles de Gaulle, de l'ordre de 30 milliards ou encore les subventions énormes versées aux entreprises pour les 35 heures (5 000 F par salarié et par an pendant 5 ans!) montrent que l'argent est dépensé en fonction de critères uniquement politiques. Faisons taire la « raison » économique : elle ne sert qu'à légitimer les décisions contraires à l'intérêt de ceux qui n'ont que leur travail pour subvenir à leurs besoins. Le gouvernement sait toujours trouver de l'argent pour les basses œuvres. Les mêmes qui sont les gardiens d'une orthodoxie budgétaire ne cessent de dépenser en budget de communication, de récep- ●●● page 8

Balkans :
le piège kosovar
page 5

Éducation :
après le « dégraissage »,
l'OPA des patrons
page 2

EDITORIAL

Les vacances, c'est bien connu, sont faites pour se détendre, oublier à la plage le stress du boulot. L'actualité serait au même diapason, baignant dans une béate atonie avant la reprise sérieuse de septembre. Bien sur, loin de nos douces frontières, on compte quelques catastrophes.

Ainsi, malgré l'intervention de l'OTAN, l'avenir radieux promis pointe aux abonnés absents au Kosovo. Sur fond de spéculation immobilière et de corruption, une partie de la Turquie a été particulièrement meurtrie par un séisme prévisible. En Russie, la clique de plus en plus corrompue d'Eltsine après une énième épuration ministérielle nous refait le coup de la Tchétchénie au Daghestan. L'Algérie reprend ses comptes sordides de massacres. Voilà bien des horreurs, mais tout ça c'est loin !

En France au contraire, l'éclipse est venue ressouder les masses, succédané naturalisant de la coupe « d'immonde » de foot. Nous avons pu rigoler, la gauloiserie étant le propre de l'esprit français, de la tentative de ménage à trois Société Générale, B.N.P. et Paribas qui nous a coûté la bagatelle de 160 milliards de francs.

Le match ELF/TOTAL a commencé et on apprend le mariage de Carrefour et Promodes. Si la facture sociale de ce remue-ménage chez les capitalistes français risque d'être salée, qu'on se rassure, c'est pour la bonne cause. Il faut bien se défendre face aux méchants prédateurs étrangers.

Et puis décidément tout va bien en France. Tenez, même le chômage est à la baisse et Jospin nous promet le plein emploi dans 10 ans. Les « fruits de la croissance » sont si mûrs qu'il y a des surplus d'argent dans les caisses de l'Etat. Alors comment en faire bénéficier le bon contribuable français ? Baisse des impôts fonciers ? des impôts sur les sociétés de la TVA ? Ah, quel heureux dilemme ! quelle actualité idyllique !

Pourtant, les derniers sondages annoncent que les français font la gueule. Tristesse de revenir de vacances pour ceux qui ont pu partir ? ou prise de conscience de ce qui se cache derrière la pseudo baisse du chômage : la précarisation croissante, la smicardisation galopante, le sous emploi proliférant payé en deçà du smic et qui fera bientôt passer ce dernier pour un salaire de nanti alors qu'il ne suffit pas pour vivre décemment.

0Alors le plein emploi, ce sera à quel prix ?

ISSN 0026-9433 – N° 1171

M 2137 - 1171 - 10,00 F

La gauche libérale brade l'école aux patrons

Selon les États de la communauté européenne les dépenses publiques d'éducation varient entre 5 et 10 % du Produit National Brut. Ces centaines de milliards de francs ne sont pas investis par simple humanisme et dans le but de permettre un libre épanouissement intellectuel : cela reviendrait à détacher l'école de la société et de ses logiques de fonctionnement. L'école a donc avant tout comme fonction d'endoctriner (aujourd'hui on utilise le mot plus « propre » de citoyenneté), de sélectionner afin d'organiser et de justifier une société hiérarchique.

Le mythe de l'école pour tous et toutes, c'est le droit pour tous les jeunes d'accéder au même niveau d'instruction et aux mêmes savoirs. Or toutes les études sociologiques le démontrent ; cette « généreuse » idée n'est qu'un mythe car niant l'existence d'une société de classes et donc de différents contextes culturels, familiaux… Néanmoins il a toujours existé un « mouvement démocratique » au sein de l'école et du monde enseignant qui fut important dans les années 70-80. Il a au moins sur cette période eu le mérite de contrecarrer les objectifs du patronat : soumettre encore un peu plus l'école à ses intérêts (partenariat école-entreprise…).

La montée du chômage en Europe a présente une opportunité exceptionnelle pour le patronat qui diffuse alors par l'intermédiaire des médias l'idée du manque d'efficacité et de rentabilité du système éducatif. « Le chômage illustre notre manque de compétitivité et l'inadéquation du système scolaire » affirme d'une voix unanime le patronat. Tout doucement le discours sur l'égalité des chances fait place aux discours sur l'accès à l'emploi, sur la corrélation entre compétences techniques et compétitivité de « notre » industrie. Le patronat trouvait par cet intermédiaire un moyen d'entrer dans un débat duquel il avait trop souvent été exclu. Et cette opération a de toute évidence été réussie. Jospin en 1991, ministre de l'Éducation Nationale, lors d'un débat autour de l'entreprise et l'école déclarait : « Éducation et entreprise, un couple impossible? Je n'ai pas cette impression. J'observe un couple en formation et le début d'une liaison plutôt agréable. »

Le patronat européen s'organise pour s'emparer de l'éducation

Pour arriver à ses fins, le patronat mondial et en l'occurrence européen est bien structuré et organisé. Dans un premier temps au fil des années on publie de nombreux rapports soi-disant indépendants et qui sont relayés par la presse. Et avec le temps, ce qui n'est au départ qu'une idée du patronat afin d'augmenter ses profits devient un concept indéniable que l'on ne peut remettre en cause au risque d'être considéré comme irréaliste. À la fin des années 80, la situation devient mûre : les rapports se multiplient. On peut d'abord citer celui de l'ERT (Table Ronde Européenne des industriels). Dans la commission éducation de l'ERT, parmi les directions d'entreprises on trouve entre autres la Lyonnaise des Eaux, Vivendi, Total, Danone, Fiat… À noter aussi que Vivendi fait partie d'un groupe Educinvest qui possède en France 250 écoles (formation continue…) ! Pour illustrer le pouvoir et les capacités de pressions de ce groupe, c'est l'ERT qui fera tout pour qu'en 1985 Delors soit nommé à la tête de la commission européenne : c'est plus judicieux de nommer un socialiste pour défendre le grand marché européen ! En 1990 l'ERT déclare : « Le développement technique et industriel des entreprises européennes exige clairement une rénovation accélérée des systèmes d'enseignement et de leurs programmes. Le monde du travail doit entrer dans le monde de l'éducation. » Au-delà de l'Europe on peut citer l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), en théorie institution publique qui s'avère être un groupe de pression avec des experts dévoués au patronat, nommés par les 30 pays les plus riches. L'OCDE va jusqu'à remettre en cause l'institution scolaire : « La mondialisation économique, politique, culturelle rend obsolète l'institution implantée localement et ancrée dans une culture déterminée que l'on appelle école et en même temps qu'elle l'enseignant. » Et le patronat agissant sur toutes les sphères géopolitiques, en France c'est le MEDEF (ex CNPF) qui agit dans ce sens avec entre autres en 1993 un livre blanc : « Le budget de l'éducation nationale, premier budget de l'État, représente un coût très lourd pour les entreprises qui l'alimentent par l'impôt. Elles sont donc en droit de demander une meilleure efficacité du système éducatif… »

Les objectifs prioritaires du patronat européen sont donc les suivants : 1) renforcer le lien entre l'entreprise et l'école 2) autonomie de l'école (le mot autonomie ne cachant pas dans la réalité un concept qui nous est cher et qui pourrait s'apparenter à une autogestion des usagers, élèves, salarié (e) s, mais bien celui de privatisation) 3) un enseignement plus sélectif. Et les années 90 vont connaître une nette évolution avec le dépassement de la tactique des rapports pour s'attaquer concrètement au démantèlement de ce service public. Dans un premier temps sans supprimer les diplômes, le patronat instaure des cartes de compétences. « Changer ces réglementations dans chaque État serait une lourde et longue tâche. Une partie de l'opinion pourrait y résister et les enseignants des réseaux publics, ces conservateurs assis sur leurs privilèges pourraient s'y opposer. Or le temps presse. Alors une idée géniale : on va se passer des diplômes. On va trouver un autre système : la carte personnelle de compétences que les marchands d'enseignement fourniront eux-mêmes. » L'idée c'est que pour l'embauche, le patronat au-delà des formations diplômantes imposera la validation de compétences et de formations qu'il organisera lui-même. C'est ainsi que les CQP (contrats de qualification professionnelle) se généralisent… Et bien évidemment il est hors de question que ce nouveau marché échappe au patronat. Ce dernier, entre autres, s'empare de l'enseignement par correspondance au titre de la formation continue. À cet outil deux intérêts : les personnes se forment sur leur temps libre (cela se retrouve dans les exigences patronales UIMM et Syntec dans le cadre de la loi Aubry sur les 35 heures) et comme au sein de la CEE les produits circulent librement, ce marché échappe aux législations nationales…

Un démantèlement systématique

Claude Allègre, sous des fausses apparences de gaffeur, systématise ses attaques libérales. Alors que le statut de la fonction publique est menacé par les directives européennes, en France il est aussi remis en cause par les différents statuts précaires (vacataires, auxiliaires…). Depuis septembre 1997 on a connu l'explosion des emplois jeunes (à noter depuis quelques jours une nouvelle catégorie d'emploi jeune au sein de l'éducation nationale : les locuteurs spécialisés en langues étrangères et devant dans un premier temps aider les enseignants mais pourquoi pas un jour les remplacer…). La charte pour l'école du XXIe siècle entérine la situation : « Dans ce nouvel environnement pédagogique, il y a désormais les aides-éducateurs… Autour des enseignants nous proposons la constitution d'une équipe éducative, polyvalente. » De plus la création de postes d'emplois jeunes a permis de renforcer le pouvoir des directions d'écoles qui effectuent les recrutements et qui se trouvent dotées de plus en plus de prérogatives. La direction de l'école se transforme en direction de personnel. À la création de postes privés au sein de l'école, il faut rajouter la déconcentration du mouvement national et la création et la généralisation des contrats éducatifs locaux. Les affectations de postes (déconcentration) seront dorénavant gérées par une hiérarchie locale renforcée (directions d'école qui pourront définir des profils de postes, recteurs…). Quant aux CEL (contrats éducatifs locaux), ils mettent à charge des communes ou d'associations un certain nombre d'activités scolaires. Aux communes riches, des écoles riches ! La direction devra donc gérer un budget de plus en plus important et qui n'aura pas la même dotation selon la richesse des communes. À noter aussi à titre d'exemple le cas de la Belgique avec une gestion des écoles par enveloppe budgétaire (une enveloppe pour un nombre d'heures de profs, nombre d'heures de cadres et une enveloppe pour le fonctionnement de l'école). L'objectif à terme est de pouvoir transférer l'argent d'une enveloppe à une autre et donc d'inciter les directions à faire des économies de salaires ou d'augmenter la pression de travail pour des questions matérielles (investissements…).

fin de la première partie

Régis Balry. Groupe F.A. de Nantes

Cinq ans et demi déjà que Bonaventure a sorti les fourches contre l'école capitaliste (étatique, patronale, confessionnelle, privée), son caractère de classe à nul autre pareil, sa propension ontologique à conjuguer l'inégalité des chances au temps moyenâgeux de l'origine sociale, sa fonction centrale dans la reproduction de la division sociale…

Cinq ans et demi déjà que cette république éducative s'est lancée dans l'aventure d'une éducation à et par la liberté, l'égalité, l'entraide, l'autogestion et la citoyenneté en brandissant haut et clair le drapeau de la laïcité, de la gratuité, d'un financement social, de l'égalité des revenus, de la propriété collective… et de la révolution sociale.

La farine et le son. Bilan éducatif, pédagogique, institutionnel, sociologique, politique… d'une petite république éducative libertaire. 30 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire* (+ frais de port = 33 F).

le monde libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif ***(hors série inclus)***		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien : 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

Code postal ..... Ville .....

Pays ..... A partir du n° .....(inclus).

Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie :
Les Informations dieppoises SA,
8, rue Claude Groulard, 76200 Dieppe.
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie

Souscription *Monde libertaire*

juin 1999 : Lavie C. : 500 F ; Groupe FA de Rouen : 300 F. Neel, Nauleau : 150 F ; Chauvin, Rosset, Vergison, Neullas, Guyader, Comaille, Garcia-Montuenga, Lallemand, Manfredi, Bison, Marin, Mattera, Gueit, Breton, Guillochon, Archambaud, Remy, Corgier D, Devriendt, A, Haeck K, Godet JP, Lesur W : 50 F.

juillet-août 1999 : Le Furet : 500 F ; Evenas G : 470 F ; Louvard : 250 F ; Gavel G : 150 F ; Jule : 130 F ; Ranos, Dernier, Baisseau, Envain, Pignot, Sorel JP, Varenne C, Baque, Cotte G, Goirand D, Morellec JL, Martin J, Le Dantec L : 50 F.

Total = 4350 F.

Gérard Lorne et son livre (1), jugés à Saint-Girons (Ariège)

« Manifestement cette affiche a été surchargée, et peut être même par... les gendarmes... » (2)

SAINT-GIRONS, LUNDI 16 AOUT 1999, 14 heures. Une petite ville du sud ouest de la France écrasée par un soleil de plomb. Le palais des Vicomtes qui semble n'en rien laisser paraître. Une vingtaine de voitures tapies dans le parking. Quelques dizaines de personnes, plutôt chevelues et sapées zarbi, en grande discussion, dans les rares recoins d'ombre. Deux caisses de keufs qui débarquent en fanfare, en faisant crisser les pneus sur le gravier. Une douzaine de képis en uniforme qui s'en extraient. Une atmosphère lourde. Tendue. Une grosse berline grise, tous feux éteints (normal, vu l'heure), immatriculée dans le 17 (louche), qui s'approche en catimini. Des portières qui claquent. Ils arrivent. Gérard Lorne.

Un large sourire au détour de ses soixante dix printemps. Son éditeur, encravaté, regard d'aigle et portable crépitant immédiatement. Son garde du corps, un charentais massif avec une étrange lueur dans les yeux. L'envoyé spécial des grandes occasions, chemisé ricain (histoire de dissimuler un début d'embonpoint) et lunetté maffioso, du grand mensuel belge Alternative Libertaire. Les terroristes sont là!

Tribunal de Saint-Girons, 14 h 30

En temps ordinaire, seules trois ou quatre personnes se pressent aux séances du tribunal de St Girons. Une cinquantaine sont là, présentes. Un avocat et deux avocates en sont tout chavirés et caquettent d'émotion en faisant tournoyer leurs robes dans un étrange ballet de circonvolutions en tous genres.

La foule se presse dans le hall et commence à s'installer dans le prétoire. Les visages ruissellent de sueur. L'atmosphère est torride. Des petits groupes de chuchotements ne cessent de se faire et de se défaire. Quelques bises sonores claquent au milieu de lambris patinés de solennité. Quelques flashs se la jouent rafales de mitrailleuse. Les bruissements commencent à se faire sonores. Quand, soudain, avec une demi-heure de retard, la cour fait son entrée.

Magistrale! La corrida va pouvoir commencer.

Tapage nocturne et vol de poule en apéro

Le président, la cinquantaine maigrichonne, la mine défaite, le regard apeuré, après s'être avancé d'un pas hésitant à la tribune, déclare la séance ouverte.

Au menu, prestation de serment par trois gendarmes de patronage rasés de près et bafouillant à souhait. Ricanements dans la salle. Une sombre histoire de poule, trucidée par un clébard dont le proprio, ok pour payer un dédommagement, ne comprend pas ce qu'il fait là. Ricanements dans la salle.

Un bistroquet poursuivi pour tapage nocturne (ses clients, fêtant la victoire du stade Toulousain, auraient même pissé dehors!) défendu par une petite avocate froufroutante frais émoulue de l'université. L'avocat de la partie adverse. Éblouissant. Effets de robes tous azimuts. Grandes envolées à la Cicéron. Du grand art. La salle est en délire. Puis, le moment tant attendu. La salle retient son souffle.

« Avoir apposé le 4 décembre 1998 à Oust (Ariège) une publicité ou préenseigne ne comportant pas les références du responsable »

— M. Lorne vous êtes accusé d'avoir apposé le...

— M. le président, comme je l'ai déjà dit à vos gendarmes, le 4 décembre 1998 j'étais à Montpellier où je faisais une conférence à propos de la sortie de mon livre *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises*. Je ne pouvais donc, physiquement, pas être à Oust, ce jour là.

— Oui, enfin, bon...

— M. le président, de plus, vous reconnaîtrez que coller une affiche, le 4 décembre 1998, qui annonce une réunion ayant déjà eu lieu le samedi 28/11/98 à Foix (Ariège), est pour le moins étonnant

— Oui, enfin, bon...

— M. le président, ce n'est pas tout, regardez dans le dossier, la photo de l'affiche que l'on m'accuse d'avoir collée. On peut y lire " samedi 28 décembre 1998 " comme date de la réunion annoncée à Foix et voir que le 2 du 12 a été écrit au feutre par dessus un autre chiffre. C'est une falsification manifeste de document et j'en veux pour preuve que si le 28 novembre 1998 était bien un samedi, le 28 décembre 1998, lui, n'était pas un samedi, mais... un lundi. M. le président, regardez, cette photo dans le dossier, regardez là bien.

— Effectivement, cette affiche a été manifestement surchargée...

Pouffements et rires à gorges déployées dans la salle.

" Manifestement cette affiche a été surchargée et peut être même par les gendarmes, mais... "

Après une demi-heure d'échanges de propos courtois entre un président passablement décontenancé et Gérard Lorne, le procu entre alors en scène.

— M. Lorne, manifestement cette affiche a été surchargée et peut être même par les gendarmes, mais là n'est pas le problème. (brouhahas et cris d'indignation dans la salle). Une affiche, ne comportant pas les mentions obligatoires, annonçant une réunion à propos de votre livre a bien été collée à Oust. Peu importe qui l'a collée. L'article 30 du code pénal permet de poursuivre celui qui tire un profit de l'apposition d'une affiche, et, en tant qu'auteur de « Du rouge au noir », je me dois de vous poursuivre.

— M. le procureur, je n'ai pas gagné un centime sur la vente de ce livre car tous les bénéfices sont destinés à l'école libertaire, laïque et gratuite, Bonaventure. Prétendre que j'ai pu tirer un profit de ce livre est donc abusif. Mais, vous le savez parfaitement, ce n'est pas pour cela que je suis ici aujourd'hui...

— Oui, enfin, bon!

— D'ailleurs, regardez, je suis allé décoller il y a quelques jours une affiche ne comportant pas les mentions légales et qui était, elle aussi, collée sur le transfo EDF d'Oust. C'est une affiche du crédit agricole qui lui n'attribue pas ses profits à des écoles. Pourquoi ne poursuivez vous pas le Crédit Agricole?

— Effectivement cette affiche ne comporte pas les mentions légales et mériterait d'être poursuivie

Raz de marée de rires dans la salle.

« Mise en délibéré le 18 octobre 1999 »

Rideau et chant des cerises au son de l'orgue de barbarie de Gérard, d'un accordéon et d'une flûte.

Du pourquoi du comment de tout ça

En octobre 1998, les éditions du *Monde Libertaire* ont publié le livre de Gérard Lorne *Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises*. Plusieurs dizaines de conférences et autres réunions débats ont été organisées à l'occasion de la sortie de ce bouquin, dont la plupart par des groupes de la Fédération anarchiste. En Ariège, ce livre n'est pas passé inaperçu et a même suscité des réactions violentes, limite de l'appel au meurtre, de la part d'une association d'anciens combattants, officine bien connu du FN, qui s'est indignée de ce qu'un « traître » puisse s'exprimer par le biais de conférences organisées à l'occasion de la publication de ses mémoires.

La mobilisation de tous les copains a permis que ces conférences puissent se tenir. Ce qui n'a pas été du goût de tout le monde.

La comparution, pour une sombre histoire d'affiche ne comportant pas les mentions légales, de Gérard Lorne devant le tribunal de Saint-Girons ne vise à rien d'autre, que de le frapper, lui, les Éditions du *Monde Libertaire* et l'école libertaire Bonaventure, là où ca fait mal, c'est-à-dire au portefeuille.

L'amende encourue va en effet de 50 F à 10 000 F.

Du classique au royaume de la « liberté d'expression » et de la justice bourgeoise.

Ohé, les grandes gueules, vous saisirez vous de ce qu'il convient d'appeler une nouvelle affaire des paillotes?

En soi, ce procès aurait pu rester un simple fait d'hiver parmi tant d'autres. Reste que des gendarmes, après s'être aperçus que ça risquait de faire désordre d'accuser quelqu'un d'avoir collé, le 4 décembre 1998, une affiche annonçant une réunion devant se tenir... le samedi 28 novembre 1998 par samedi 28 décembre 1998. Avec un vulgaire feutre. Mais, ballots comme à leur habitude, sans faire gaffe que le 28 décembre 1998 n'était pas un samedi mais un lundi.

Le président du tribunal de Saint-Girons et le procu du même tribunal ont reconnu la falsification et l'ont implicitement attribuée aux seuls à même de pouvoir la réaliser, les gendarmes.

Après les allumettes brûleuses de paillotes les flicards se mettent donc à jouer du feutre falsificateur.

C'est clair, l'affaire se corse!

Enfin, elle pourrait se corser si quelques journalistes voulaient bien consacrer quelques temps à creuser cette évidence, démontrée aujourd'hui par ce procès de troisième zone, que les flics, non contents d'en prendre à leur aise avec la légalité à l'occasion de circonstances exceptionnelles, font de même au quotidien.

Oh hé, les grandes gueules de la plume d'investigation, y en aura-t-il un sur cent parmi vous pour...?

Jean-Marc Raynaud

(1) « Du rouge au noir, mémoire vive d'un porteur de valises » éditions du *Monde Libertaire*, 260 p, 60 F, en vente à la librairie du *Monde Libertaire*, 145 rue Amelot, 75 011, Paris.

(2) dixit le commissaire de la République le 16 août 1999.

En bref

■ Alternative Libertaire - Belgique *de septembre 1999. Au sommaire : Le libéralisme, science ou religion ? ; Chômeurs, payez moins d'impôts ! ; L'argent de la dioxine et les dioxinés ; Affaire Dutroux ; Pour une révolution au masculin ; Une goutte de lune a fait déborder le vase ; Pour l'abolition de l'apartheid international.... Disponible à librairie du* Monde libertaire *ou par correspondance (20F l'exemplaire, chèque à l'ordre de Roger Noël) à la BP 103, 1050 Ixelles 1, Bruxelles.*

■ *Un groupe F.A. se constitue en Saône-et-Loire, pour tout renseignement et contact : La vache noire c/o La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc 69001 Lyon.*

Faits d'hiver

Pas de liberté pour les ennemis de la liberté

On nous le dit. On nous le répète Les temps ont changé. La religion et l'Église sont aujourd'hui partie prenante de la modernité et de la démocratie! Jadis, certes, les croisades, la sainte inquisition, les guerres de religions, les génocides de populations entières en Amérique du sud, du centre et d'ailleurs, ce vieux fond antisémite, cette propension a vouloir gérer le temporel, de trop nombreux coups de cœur pour les puissants et les fascistes de ce monde, cent mille et un million de petits coups d'épingle ou de gros coups de massue à l'intelligence, à la liberté et à l'égalité... ont accroché au cul de la religion en général et du catholicisme en particulier un certain nombre de gamelles.

Oh, bien sur, il reste encore ici ou la, surtout chez les « sauvages » (en Iran, en Afghanistan, en Israël, en Irlande...), quelques scories de ces temps anciens.

Mais, toute règle ne comporte-t-elle pas quelques exceptions intégristes

Quelques exceptions, mon cul!

Il y a quelques mois, aux States (au Kansas), là où le roi dollar, Mac-Do, Internet, le CAC 600 000 de là-bas, et la démocratie ont déjà un pied dans le vingt et unième siècle, les curetons viennent de nous administrer la preuve de leur démocratisme.

Désormais, en effet, au Kansas et dans plusieurs États du père Noël américain, « liberté » sera laissé aux enseignants (80 % d'écolos de curetons) d'enseigner l'histoire de l'origine du monde et de la vie à la mode scientifique (Darwin, le big bang et la théorie de l'évolution) ou a la mode « créationisme » (Dieu aurait prétendument créé le monde il y a 4 000 ans à partir d'une grosse boule de terre et avec ses grosses pattes, aurait façonné l'être humain. L'être humain blanc, bien sûr, car pour les « nègres », un temps de passage un peu trop long au four, cet épithète n'est pas adéquat).

Au Kansas, aujourd'hui, un étudiant (80 sur cent minimum) pourra, donc, se pointer à l'université avec pour tout bagage scientifique... la bible!

On en frémit!

Que les choses soient claires!

Pendant et après la révolution sociale, les libertaires, tout en coupant les racines capitalistes de l'aliénation religieuse, n'empêcheront nullement cette vieille race des angoissés de la mort de s'opiumiser comme elle l'entend.

Mais, que les choses soient claires, également, nous pendront les dealers haut et court!

Hier, aujourd'hui comme demain, il n'y aura pas de liberté pour les ennemis de la liberté!

Jean-Marc Raynaud

Solidarité avec José Bové !

Le jeudi 26 aout, la Confédération Paysanne appelait à manifester à Montpellier devant les restaurants Mac Donald's du centre ville afin de dénoncer l'emprisonnement de José Bové et de faire pression sur Mac Do France pour que sa constitution en partie civile soit abandonnée.
Environ une centaine de personnes étaient présentes à ce premier appel, montrant leur solidarité avec les actions de la Confédération Paysanne et avec son leader emprisonné. Des ordures furent déposées aux pieds des policiers (nombreux) venus protéger les fast-food. La manifestation fit alors un crochet par la gare et bloqua une dizaine de minutes les voies.
Là, quelques tensions eurent lieu, notamment entre un machiniste et un manifestant, mais contrairement à ce qui fut relayé dans la presse télévisée, personne ne fut évacué par les pompiers. L'action de cette journée s'inscrivait dans une plus vaste concernant toute la France et eut pour effet de faire retirer à Mac Do France sa constitution en partie civile.
Le 31 août, José Bové comparaissait à Montpellier. Une fois encore, un dispositif policier impressionnant fut déployé (camions anti-émeutes, rues bloquées, CRS agressifs, etc.). Cette fois, un bon millier de manifestants se rassemblèrent, suivant divers appels, dont celui de l'Union Régionale Sud de la Fédération Anarchiste. Si beaucoup étaient venus dénoncer la répression exercée à l'encontre d'un militant syndical, d'autres ont profiter de l'ambiguïté de certains discours anti-américains, protectionnistes (Cf. le « Produisons français » du PCF) voire populiste, comme le prouve la présence du CDCA (syndicat poujadiste de commerçants et artisans) pour apparaître.

Pour un soutien anticapitlaiste

Il est important ici de savoir se démarquer par un discours clair sur la question, comme peuvent le faire certaines sections de la Confédération Paysanne, et dans lesquelles nous pouvons nous retrouver : celui qui consiste à dénoncer un système capitaliste qui impose effectivement un mode de production unique et faisant fi de toute réflexion sur « que produire, et comment ? ». Il n'est en effet pas possible de dénoncer les multinationales américaines et l'OMC en prétendant que la France et l'Europe n'en sont que victimes. Les multinationales sont aussi françaises et européennes (Cf. Carrefour-Promodès, deuxième entreprise mondiale de grande distribution) et la France participe à l'OMC.
Pour soutenir ces actions, de nombreuses organisations étaient présentes : en grande majorité, des organisations paysannes et des coopératives agricoles. Par contre, on ne peut que déplorer la participation des grandes centrales syndicales qui fut des plus symboliques par rapport aux enjeux les concernant. On trouve également dans ces manifestations un nouveau venu : l'ATTAC, médiatisée grâce à sa campagne contre les OGM et qui revendique la taxation, au profit de l'État, des bénéfices du capital. Recourir à l'État pour se défendre contre le capitalisme et la mondialisation est une impasse tactique et politique, du fait même de la nature d'un État, composé des mêmes qui organisent cette mondialisation.
D'autres soutiens plus « inattendus » tels les Verts et le PCF, continuent de cultiver leur schizophrénie en participant à un gouvernement qui enferme José Bové et en demandant en même temps sa libération.
Le jeudi 2 septembre, la cour d'appel de Montpellier statuait sur la mise en liberté de José Bové et là encore une centaine de personnes vinrent signifier leur solidarité. Le verdict rendu ne changeant rien aux conditions précédentes (caution de 105 000 F), les manifestants se sont rendus à la prison de Villeneuve-les-Maguelone pour demander sa libération. Comme la première fois, celui-ci refuse le principe de la caution qui n'est qu'une tentative d'étouffer financièrement la Confédération paysanne. Durant sa détention, d'autres actions ont été entreprises. Dans plusieurs villes, des comités de vigilance mis en place dès avant le verdict du 2 septembre serviront certainement à relayer les actions concernant la demande de libération de José Bové.

Stéphanie, pour l'Union Régionale Sud de la Fédération anarchiste

Non au fichage des séropositifs…

Le professeur Christian Cabrol, député européen et conseiller de Jacques Chirac avait, en 1998, tenté d'instaurer à l'échelon européen un fichier des séropositifs. Les parlementaires avaient repoussé ce projet. L'Institut de Veille sanitaire (IVS), créé par la loi du 1er juillet 1998 pour établir des statistiques épidémiologiques, va permettre de réaliser ce fichier. En effet, les décrets d'application de cette loi (n°99-362 et 99-363), publiés le 13 mai au JO, précisent que : « la notification des données individuelles est réalisée sous la forme d'une fiche qui comporte des éléments à caractère nominatif et des informations nécessaires à l'épidémiologie. Le médecin destinataire de la notification transmet ensuite la fiche, selon la même procédure garantissant la confidentialité des informations, au directeur de l'Institut de Veille sanitaire. »
La fiche à remplir demande de mentionner, à la rubrique « caractéristiques socio-démographiques » le prénom, l'initiale du nom de famille, le département et le code postal du domicile » ; par recoupement avec la carte de Sécurité sociale, c'est l'identité complète des séropositifs qui pourra être révélée. À quand une photo ?
Une phase pilote de mise en place de ces mesures a débuté le 1er juillet dernier dans 22 départements. Les formulaires sont remplis par les médecins et biologistes, et envoyés à la DDASS ; les personnels de la DDASS étant tenus au secret professionnel, le fait de transmettre à l'IVS des informations obtenues en violation du secret médical constitue un acte pénalement répréhensible. En de telles circonstances, les fonctionnaires ont un devoir de désobéissance.
« Combat face au sida » et le Réseau Voltaire ont pris l'initiative de rédiger une requête en annulation devant le Conseil d'État.
Le 13 juillet 1999, le secrétariat d'État à la Santé a organisé une réunion avec le Réseau Voltaire, Combat face au sida et d'autres associations qui ont réagi (Actions-traitements, Aides fédération nationale, Arcat-sida, Ligue des droits de l'Homme…). Cette réunion a permis la confrontation des points de vue, et une autre réunion a eu lieu de 2 août. Il a été convenu que, pendant la période transitoire : aucune action judiciaire ne serait intentée par les signataires de l'appel ; l'IVS s'abstiendrait de recueillir des données nominatives.
Cependant, le communiqué du secrétariat à la Santé du 3 août manifeste un refus de prendre ses responsabilités. La CNIL devait rendre son avis le 7 septembre. Ce projet n'est donc pas abandonné. Nous ne sommes pas surpris que la gauche favorise de telles dispositions. Il s'agit d'une forme de dénonciation comme l'histoire en a déjà vu. Au Moyen âge, on obligeait les lépreux à se déplacer en agitant une crécelle ; sous le régime nazi, les homosexuels devaient porter un triangle rose ; le sénateur MacCarthy avait, quant à lui, traqué, fiché et fait renvoyer de leur travail les homosexuels.
Ces mesures, si elles devaient être appliquées par l'IVS, frapperaient d'une double peine – procédé connu – les séropositifs, quelle que soit la cause de leur séropositivité. Tous coupables !

Marie-Athée.
Claaaaash-F.A. Paris 11e

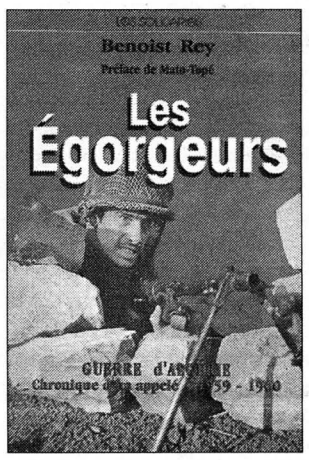
Sources : Note d'information du Réseau Voltaire n°201.
Des appels « Non au fichage des séropositifs, oui à l'anonymat de la surveillance épidémiologique » peuvent être demandés au Claaaaash (145, rue Amelot) ; les individus peuvent être signataires au même titre que les associations.

NUCLÉAIRE

Les Verts nous irradient

La Cogema et la direction de Melox attendaient depuis janvier 1997 leur autorisation de modification en ce qui concerne la production de Mox (mélange d'oxydes de plutonium et d'uranium) a été avalisée par le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie grâce à un décret paru au Journal Officiel en date du 31 juillet. L'usine de Chuselan, dans sa configuration actuelle, à laquelle il faut ajouter l'extension, produira 115 tonnes d'un combustible nucléaire composé à 93 % d'uranium appauvri et de 7 % de plutonium, résidus des réacteurs nucléaires, hautement énergétiques et toxiques.
Destiné exclusivement à E.D.F. jusqu'alors, les spécifications du Mox permettent désormais de conquérir le marché japonais, qui doit renouveler cette année son combustible nucléaire ; quand on apprend que ce mélange peut servir à fabriquer des armes nucléaires, on comprend mieux pourquoi Greenpeace et quelques militants écologistes s'étaient opposés il y a peu, à La Hague, à un premier transport de Mox en direction du Japon.
Suite à ce décret, Revol, député-maire PS de Bagnols-sur-Cèze, en souligne les heureuses répercutions en matière d'emplois – directement sur le site, et induits, par l'intermédiaire de la sous-traitance – et se félicite que la signature de Voynet, dont le ministère est cotutelle du nucléaire avec celui de l'Industrie, ait conforté les emplois de la Cogema en ce qui concerne Chuslan ; la représentante locale des Verts parlant de demi-défaite de Voynet et de demi-victoire pour la Cogema…
Cette dernière, ayant donc souscrit initialement pour une production annuelle de 115 tonnes de mélange dont 14 tonnes de plutonium sur le site de Mellox, ne désespère pas d'obtenir dans les années à venir, l'autorisation de produire à Marcoule 250 tonnes de Mox dont 16 tonnes de plutonium. Avant les législatives de 1997, un accord PS-Verts prévoyait un moratoire sur cette production jusqu'en 2010, mais le PC, mandatant Lajoinie pour effectuer un lobbying efficace au sein de la gauche plurielle, a servi de levier afin de convaincre Voynet de s'aligner sur Pierret (PS), secrétaire d'État à l'Industrie, et de parapher ainsi le décret.
Encore une fois, le citoyen n'est pas maître d'une telle décision, prise comme pas mal d'entre elles à une période de l'année qui n'incite guère à la vigilance, à la réflexion. Partant de là, il n'y a pas de mobilisation possible.
C'est quasiment dans l'indifférence que le site de Bure, dans la Meuse, a été choisi comme site d'enfouissement nucléaire au prétexte de centre de recherche.
Une gauche d'apparence hétéroclite poursuit les mêmes objectifs que la droite (recomposée ou non) que ce soit en matière énergétique ou pour tout ce qui préoccupe notre vie quotidienne, tout cela pour obéir à la sacro-sainte loi du marché. En plus de la période choisie pour de telle décisions, les médias se sont associés aux politiques pour tirer un épais rideau de fumée constitué, sans aucune prééminence, de l'éclipse, d'une bataille bancaire, du transfert record d'un joueur de foot, etc. S'il restait des trous dans le rideau, il ne fallait pas chercher loin pour les combler.

Gérard. – groupe du Gard



En septembre 1959, quand l'appelé Benoist Rey débarque en Algérie, il a vingt et un ans.
Parce qu'il était apprenti typographe et qu'à l'atelier, ses camarades en parlaient… parce qu'il avait le cœur « à gauche » et avait participé à quelques manifs contre la guerre d'Algérie… parce que son meilleur pote lui avait conseillé de déserter… Il n'était pas sans savoir.
Pendant une année, l'infirmier Benoist Rey eut l'occasion de voir ! Ce livre est le journal de bord de ce voyage au bout de l'enfer, du cauchemar, de l'horreur et de la honte. Il nous décrit sans ambages le quotidien de meurtres, de viols, de pillages, d'incendies, de destructions, de tortures, de sadisme, d'imbécillité… d'une armée composée d'engagés et d'appelés.
Ce livre, publié aux éditions de Minuit, fut saisi dès sa sortie, en avril 1961. Les Éditions du *Monde libertaire* le font paraître à nouveau.
Les égorgeurs. Guerre d'Algérie, Chronique d'un appelé, 1959-1960.
Benoist Rey. 114 p. 60 F.
En vente à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amelot. 75011 Paris.

abonnez-vous!

Offensives de l'Église contre l'avortement

Tous les médias, lors du voyage du pape en Pologne (juin 1999), ont parlé de son état de fatigue. Cela sans doute pour ne pas parler de ce que dit et fait le pape. Celui-ci vient de rappeler à l'ordre ses évêques allemands en ce qui concerne l'avortement. En Allemagne, l'avortement est illégal mais non passible de poursuite quand une femme voulant une I.V.G. va dans une des 1600 permanences conseil. Là, elle reçoit un certificat lui donnant le droit d'avorter si sa décision n'a pas changé. Les catholiques contrôlent 270 permanences, où ils essaient de convaincre les femmes de ne pas avorter en leur promettant des aides financières et psychologiques pendant trois ans. Après trois ans qu'arrivera-t-il à l'enfant et à sa mère? De plus, malgré toutes les aides que l'on peut donner aux femmes, avoir ou non un enfant correspond à un choix et une envie, que l'on ne peut pas imposer. Est-il moral de faire naître un enfant non désiré?

La croisade de Jean-Paul

Pour le pape, la question n'est même pas là, puisque pour lui, les catholiques allemands, en faisant partie de ces centres cautionnent l'avortement, ce qui est déjà trop. Ainsi, après une première lettre aux évêques (en janvier 1998), le pape récidive en juin 1999. Pour lui, peu importe que les catholiques parviennent à empêcher des avortements en faisant partie des centres. Il faut tout simplement ne plus délivrer un seul certificat donnant droit à l'I.V.G. Car « si tel est le cas, ce serait en contradiction avec mes écrits précédents »... Aussi Jean-Paul ordonnera-t-il de rajouter à la fin de chaque demande: « Cette attestation ne peut être utilisée pour que soit pratiqué un avortement légal ». Enfin, il termine sa lettre ainsi: « l'engagement absolu qui a été depuis le début celui de l'Église en faveur de toute vie à naître ne permet aucun compromis ni aucune équivoque ». Puis il presse les évêques allemands « d'accepter à l'unanimité sa décision et de la mettre en pratique d'ici la fin de cette année ».

Heureusement qu'il n'y a pas que des centres catholiques en Allemagne, sinon, de fait, il serait impossible de subir une I.V.G., car l'épiscopat a décidé de suivre son chef spirituel, malgré quelques réticences de certains évêques. Ces derniers, bien qu'étant d'accord avec cette idéologie papale, craignent en fait que l'Église ne perde un moyen d'influence sur la population, la grande majorité des allemands n'étant pas hostile à l'I.V.G.

Lors de son voyage, le pape a apporté son soutien à une radio catholique polonaise: Maryja, qui revendique deux à trois millions d'auditeurs. Une vingtaine de députés lui doivent leurs sièges. Le directeur de la station (le père rédemptoriste Tadeusz Rydzyk) avait été poursuivi en justice en 1997, car il avait comparé les parlementaires pro-avortement aux prostituées qui couchaient avec les nazis.

Le 9 juillet 1999, *Libération* nous apprend que la pilule abortive est enfin autorisée dans huit pays d'Europe; en France, elle était déjà disponible. Cette victoire est due à une longue lutte entre les réactionnaires religieux et les associations féministes. Mais les lobbies anti-avortement ne désarment jamais. C'est ainsi qu'en Espagne, les pharmaciens catholiques ont demandé à l'État que des mesures soient prises pour qu'ils puissent faire valoir la close de conscience dans l'exercice de leur métier comme c'est déjà le cas pour les médecins. Ils estiment en effet qu'ils sont de plus en plus souvent confrontés à des situations d'atteinte à la vie (avortement, eugénisme, euthanasie) susceptibles d'une objection de conscience. Si cela se fait, ils pourront refuser, au nom de leur conscience, de délivrer cette pilule. C'est beau la conscience du pharmacien qui refuse d'aider une personne en détresse au nom d'une morale qui n'a pour origine que les préjugés, sous prétexte de sauver une vie. On peut alors oser espérer que ces mêmes pharmaciens si soucieux de sauver les vies humaines distribuent gratuitement leurs médicaments aux gens qui n'en ont pas les moyens, sans compter que la charité est soi-disant l'une des grandes valeurs chrétiennes.

Le combat des intégristes contre la loi Veil

En France, le gouvernement a commandé au professeur Nisand un rapport sur l'I.V.G. Celui-ci a noté des carences d'organisations et de finances des centres où l'on pratique l'I.V.G. Il affirme que « les centres spécialisés restent les parents pauvres de la médecine ». Cela suffit pour que l'association ultra-catholique « Droit de naître » envoie des centaines de lettres de menaces et d'injures à son auteur. Ce dernier étant d'origine israélite, le racisme y côtoie l'antisémitisme. En voici quelques exemples: « pourquoi ce ne sont que des médecins juifs qui font des avortements? »; « vous voulez faire de la place à l'islam, les égouts

de la France »; « la Shoah n'a pas existé puisque les juifs sont encore là »... Certaines de ces lettres sont en partie brûlées, pour signifier les flammes de l'enfer. Le responsable de « Droit de naître », Marc Ballestrini, a envoyé à chacun de ses militants une lettre afin de mobiliser ses troupes contre les « bourreaux ». « Les ennemis de la vie sont en train de préparer à leur manière le vingt-cinquième anniversaire de la maudite loi Veil. Ils affûtent leurs couteaux pour satisfaire son appétit carnassier, l'ogre exige toujours plus de victimes. »

Martine Aubry, elle aussi, a reçu des menaces de mort par les défenseurs de la vie. Depuis le professeur Nisand est sous protection policière (*Le Monde*, 13 juillet 1999). Suite à ce rapport, la ministre Aubry a relancé l'application de la loi Veil (allongement du délai légal pour pouvoir avorter, mineures pouvant avorter sans autorisation parentale). Quelques jours après, l'Église de France prend position officiellement: « les responsables de l'Église catholique entendent signifier par là aux autorités politiques qu'ils se montreront vigilants sur ce dossier et prendront toute leur part dans le débat qui s'annonce ».

Contre le modèle de la famille patriarcale

La Croix et les évêques vont-ils dénoncer les appels au meurtre de certains fidèles? La déclaration de l'Église s'en contrefiche; l'ennemi n'est pas là. Voici un extrait de la déclaration des évêques de France: « Y aura-t-il par exemple un débat sur ce que l'on ose appeler le droit à l'avortement ou bien a-t-on déjà décidé d'occulter l'essentiel? [...] Vingt-cinq ans après la loi Veil, l'avortement est présenté comme un droit à respecter. Si cette évolution n'est pas à proprement parler une surprise, elle signifie que l'on trouve désormais normal d'enlever la vie à autrui quand il n'a aucun moyen de se défendre ou de s'imposer. Comment notre société a-t-elle pu en arriver là? »

Lors des croisades, la chasse aux hérétiques, par exemple, l'Église a appelé au meurtre d'individus innocents et désarmés. Le droit à la vie n'est en fait qu'un prétexte car ce que défend l'Église, c'est le maintien de la famille patriarcale; c'est-à-dire, la soumission de la femme à travers son rôle de mère et de reproductrice. Contrôler la sexualité et la maternité d'un individu, c'est le rendre prisonnier d'un foyer. D'ailleurs, le rôle des pères face à l'avortement n'est jamais soulevé; la femme reste seule responsable. Ce qui me fait dire que si les hommes était sujets à la grossesse, l'avortement serait sacré.

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

crises de foi

Entre frères...

L'épiscopat catholique français appelle ses fidèles à poursuivre et à développer le dialogue islamo-chrétien. Déjà, dans un document (en novembre 1998), l'assemblée annuelle des évêques avait appelée les catholiques à entrer « dans une démarche évangélique de rencontre avec leurs frères et sœurs croyant de l'islam ». Bien sûr, les deux religions se concurrencent, mais face à un occident encore plutôt laïque, les catholiques ont besoin d'aide, de soutient. Or la religion musulmane, par le nombre de ses fidèles est la deuxième force en France. De plus, malgré les divergences, force est de constater que les religieux ont tous un ennemi commun numéro un: le sans Dieu.

Les catholiques, seuls, n'arrivent plus à dicter leur loi morale à l'Etat: à deux, cela sera plus efficace. Enfin, les organisations musulmanes interviennent de plus en plus et de façon officielle dans les débats de société, ce fut le cas du PACS par exemple. Certains musulmans allèrent jusqu'à chercher des tracts appelant à la manif anti-PACS dans les églises... Les points d'accord entre les deux religions sont nombreux: contraception, avortement, ordre moral, lutte contre l'homosexualité... Ensemble, ils demandent aussi des subventions à l'Etat. C'est ainsi qu'un document catholique émanant du secrétariat de l'épiscopat pour les relations avec l'islam demande à ce que des lieux de culte, des aumoneries de prison musulmanes soient créees avec la bénédiction de l'Etat. Face au projet de réaménagement de la loi Veil (voir ci-contre), *La Croix* s'est fait l'écho de l'avis des responsables musulmans sur ce projet.

Dalil Boubakeur, le recteur de la mosquée de Paris y affirme que « la vie est sacrée de son début à sa fin naturelle [...] il n'y a pas de spécificité de l'islam à cet égard: c'est Dieu qui donne la vie, c'est Dieu qui la retire. » Bref, le débat sur ce projet de réaménagement risque d'être houleux. Ses adversaires se mobilisent déjà et s'allient malgré leurs différences: le pire des ennemis pour eux étant la liberté de choix et de conscience. Face à eux, à nous de rester vigilants et mobilisés.

Régis Boussières. – groupe Kronstadt (Lyon)

Kosovo : la course au pouvoir

LA FIN DES INTERVENTIONS aériennes de l'OTAN et la « libération » terrestre du Kosovo par les forces armées de la KFOR, n'ont pas réussi à arrêter une guerre entretenue d'une part par des considérations ethno-culturelles et religieuses entre albanais, serbes et tsiganes pour le profit d'une minorité de politiciens de l'U.C.K ou de la bureaucratie nationaliste de Belgrade ; d'autre part par des intérêts économiques et stratégiques divergeants à l'intérieur de la force multinationale, entre Union Européenne, États-Unis et Russie.

La revanche barbare de l'U.C.K. Les administrateurs de l'ONU et la KFOR, pris en tenaille entre l'U.C.K. et le gouvernement serbe de Milosevic, ont bien du mal à faire respecter une paix même armée. Au Kosovo, l'après-guerre a commencé par la haine.

Manipulés par une U.C.K. revancharde et arrogante, il y eut d'abord une période d'épuration ou, au début, on exécutait de prétendus « collabos » au régime de Milosevic. Les morts étaient alors aussi bien albanais que serbes. Mais depuis le mois de juillet 1999, dans une dérive ultra-nationaliste les Albanais se comportent comme leurs anciens ennemis, la plupart des massacres et incendies de maisons concernent les serbes et les tsiganes qui n'ont pas suivi l'armée yougoslave dans sa retraite. Ces populations font l'objet d'une chasse à l'homme qui s'est transformée au fil des jours en « purification ethnique » et la peur a changé de camp. La liesse des kosovars albanais pour les « libérateurs » de l'O.T.A.N n'a même pas duré un été. A présent les soldats du protectorat essuient des jets de pierre et parfois des coups de fusil. Les homicides ont littéralement explosé et les forces internationales sont sous équipées et incompétentes pour permettre la mise en place d'une paix civile. Les administrateurs onusiens, avec Bernard Kouchner en tête, par lenteur ou manque de préparation, se sont fait prendre de vitesse par les groupes organisés par les mouvances de l'U.C.K, qui ont occupé le terrain, pris les bâtiments publics, les mairies. Elle a tenté de mettre sur pied un véritable pouvoir parallèle avec son armée et sa police pour marginaliser à terme les organes du protectorat onusien et s'assurer la totalité du pouvoir avant que des élections aient lieu.

Dans un jeu de dupe, les étasuniens soutiennent la mouvance « modérée » de l'U.C.K. – comme nous l'a montré le baiser médiatique entre Mme Albright et M. Hashim Thaqui le chef de file du « gouvernement provisoire » – mais ont perdu un peu de leur illusion sur leurs évolutions vers une démocratie parlementaire facilement contrôlée par les lois du marché. La réalité sur le terrain de cette province martyre montre l'influence du véritable chef politique de l'U.C.K, l'ultranationaliste Adem Demaqi surnommé a présent le « Mandela albanais » par une propagande qui prépare sa prise du pouvoir.

Les conflits et erreurs de l'administration onusienne

Invité au Quai d'Orsay pour faire un rapide point sur la situation kosovarde, avant sa prise de fonction, Bernard Kouchner avait déjà fait son choix. Il ne traiterait pas avec ces extrémistes de l'U.C.K. soupçonnés de vouloir mettre la population civile en coupe règlée. Il est certain qu'en débarquant sans vraiment maîtriser ses dossiers il n'a rien arrangé. Ses premières initiatives ont eu un effet catastrophique. En guise d'introduction, il déclara son refus d'intégrer dans le rang de la police locale les combattants de l'U.C.K, ce qui ranima la violence d'une organisation que les militaires de l'OTAN voulaient recaser en douceur dans une administration quelconque. Ensuite son premier décret qu'il a signé le 25 juillet, refait de la loi yougoslave le fondement du fonctionnement des institutions locales et vient, du même coup, de rétablir la peine de mort au Kosovo. Depuis les relations avec Thaqui et Demaqi sont restées glaciales et même tendues.

Lors d'une soirée en l'honneur des anciens combattants à laquelle l'administrateur a refusé de participer, Hashim Thaqui a répondu par ce commentaire : « A force de vouloir nous faire passer pour des marxistes-léninistes, il va nous obliger à lui montrer comment l'on sait organiser une manifestation ». Kouchner semble victime de son renom en tant que défenseur de l'ingérence humanitaire et d'un isolement notable. Il n'a pas de renseignement susceptible de faire remonter les informations sur la vie quotidienne du Kosovo. Par exemple : la libération de Prestina est fêtée par un mégaconcert au stade municipal le 1er août, qui réunit plus de 15 000 personnes. Il n'y vient pas car son cabinet imaginait qu'il s'agissait d'une rencontre de chanteurs folkloriques. Le lendemain l'université rouvre ses portes « pour rattraper les quatre mois de cours perdus par la guerre ». Là, encore il est absent, et permet à Thaqui de prendre la parole devant 2000 étudiants ravis. Kouchner n'a qu'une seule arme, le gros paquet de dollars qui va financer les programmes de développement à l'étude et payer les fonctionnaires kosovars. Mais il a tort de traiter ces derniers comme des arriérés, en refusant les conseils qu'auraient pu lui dispenser certains experts vivant dans cette région. Il ignore les vrais rapports de force locaux et avance à l'aveuglette en se contentant des briefings quotidiens du général Jackson. Sur le même terrain le Néerlandais Daan Evert, de l'OSCE, semble mieux entouré, avec son équipe réduite mais mieux insérée dans la région, pour encadrer la préparation d'élections. Comme aussi l'étasunien, Jack Covey, ancien haut représentant adjoint pour la Bosnie, chargé de coordonner les quatre missions de la présence civile de l'ONU qui avec l'aide des rapports de sa diplomatie avec le leader de l'U.C.K. se ravit de la maladresse des Français. Les forces militaires russes pour leur part jouent leur rôle de soutien aux frères slaves en protégeant la population serbe.

Dans l'ensemble la mise en place du protectorat international, ne se fait pas sans une certaine divergence d'intérêt entre les nations présentes sur le terrain et les populations kosovardes. Dans ces conditions, les occidentaux ont été très satisfaits du retour à Prestina du leader modéré Ibrahim Rugova, auquel ils avaient tourné le dos depuis les accords de Dayton. On s'est rappelé que l'ancien « président » était le seul dirigeant kosovar à disposer d'une « légitimité démocratique » à la suite d'élection illégale pour le pouvoir serbe. On compte à présent sur son retour pour empêcher certains éléments de l'U.C.K de brûler maisons et monastères serbes. Mais la propagande des nationalistes de l'U.C.K, rappelle sa poignée de main à Milosevic pendant les bombardements de l'OTAN et sa lutte « héroïque ».

Les serbes n'ont pas dit leur dernier mot

De plus, a Mitrovica, les éléments français de la KFOR ont tiré la place la plus mauvaise du dispositif de l'OTAN en charge de la sécurité du Kosovo. Les Serbes y sont nombreux et adossés à un dispositif policier et militaire qui a conduit fin juillet à l'expulsion par la KFOR de six hommes du SDB, les services de renseignement de Belgrade.

Ces derniers étaient en possession d'un important matériel de transmission. Après une période d'abattement, la communauté serbe installée à Mitrovica et à la « Gate one » par où l'on passe pour gagner la Serbie, cherche à reprendre l'initiative avec ses politiciens, tous membres du parti de Milosevic ou du parti radical du leader d'extrême droite Seselj. Malgré la soi- disant fin de règne de Milosevic à Belgrade ce dernier a « verrouillé » toutes les industries stratégiques, en constituant quatre groupes tenus par des fidèles : BTC par la YUL, le parti de son épouse, Komet par le parti socialiste, la banque Karic en Russie et le holding Delta, dirigé par un ex-premier ministre serbe. Ses intérêts sont soutenus par la firme d'État Inex à Paris. Ce dispositif juridico-financier lui permet par l'entremise de la société parisienne SCMM de contrôler l'industrie du Kosovo. Ainsi l'homme d'affaire français Jean-Pierre Rozan conforte les intérêts serbes dans la région et permet à l'industrie Kosovarde d'échapper à la tutelle de l'administrateur onusien Bernard Kouchner. L'ONU sous estime le désir de revanche de la bureaucratie fasciste serbe qui n'a pas dit son dernier mot. Dans le quartier serbe de Midrovica, l'hôpital n'a pu, par intimidation réciproque, réintégrer les 25 % de personnel albanais comme le prévoyait l'accord du 26 juin, passé sous l'égide de l'OTAN.

Dans ce contexte quand le général français Kuche et ses hommes prennent comme principal interlocuteur le serbe Oliver Ivano qui encadrait le groupe d'autodéfense de Mitrovica à la solde de la sécurité serbe et que Kouchner part en vacances début août en Grèce, pays qui soutient les Serbes, les militaires français de la KFOR doivent s'attendre aux difficultés qu'ils rencontrent. Tenter d'éviter l'affrontement entre les deux communautés est devenu une mission que même les spécialistes de l'OTAN jugent impossible. Une interposition par les forces de la KFOR ne peut se faire sans l'accord explicite des deux populations. En prenant le parti d'oublier toutes les horreurs de cette guerre qui comprend les massacres de civils des deux camps et en niant les causes ethnoculturelles, nationalistes et religieuses du conservatisme barbare de cette société balkanique, la communauté internationale se trompe.

Les dollars ne suffisent pas et la mise en place d'un laboratoire ultralibéral pour la reconstruction du Kosovo va se heurter à la haine des communautés albanaises et serbes déshumanisées par la guerre, ainsi que par les conflits d'influences entre l'Union Européenne, les États-Unis et la Russie. Pour nous, membres de la F.A., ces conflits et cette guerre pour prendre le pouvoir politique ou économique, d'une région grande comme l'Aveyron, nous confirment bien que le pouvoir est maudit.

Michel Sahuc, groupe « la Sociale » Montpellier

CINÉMA

52e Festival de Locarno: « Les oiseaux » sur la Piazza

Le jeune cinéma francais en super-forme...

Les événements majeurs de ce Festival « découvreur », ouvert sur des cinématographies du monde entier, furent des films anciens. En premier, un film en noir et blanc de Francesco Rosi, *Salvatore Giuliano*, 1962. Le bandit, le hors-la-loi, la figure de légende n'est montré que mort, étendu en icône d'une cause trahie. Le film révèle les ramifications entre les mafieux de l'époque, la police, l'armée et le pouvoir en place. Les comparaisons avec la Corse, le pays basque et d'autres régions viennent à l'esprit. Un léger vent libertaire fouettait alors les gouttes de sang sur l'écran de la Piazza ; un des écrans les plus grands du monde, où une copie neuve de la version restaurée du film était projetée. Parallèlement un livre du critique Tullio Kezich présenté à Locarno (édité par Cinecitta) confronte les images réélles de la courte vie violente de Salvatore Giuliano aux images du film. Parmi les voix d'époque, Federico Fellini, Alberto Moravia disent leur fierté qu'un voile soit levé sur cette histoire écrite avec le sang des plus humbles. Une leçon politique majeure.

En compétition : des films dérangeants, des films du jeune cinéma du monde entier : *Barak* du russe Valerij Ogorodnikov montre dans des images magnifiques que les pires servitudes ne peuvent anéantir l'envie de vivre et d'aimer. Les égyptiens, Yousri Nasrallah avec *El Médina* et Oussama Fawzi avec *Gannat Al Shayateen* arrivent à nous faire rire de tout (« on peut rire de tout, mais pas avec n'importe qui », comme dit Desproges), il faut donc se dire que le public de Locarno n'est pas n'importe quel public. Son palmarès est d'ailleurs plus fin et plus équilibré que celui du grand jury.

Moments forts du festival sont la découverte de « 1999 Madeleine », un magnifique film de Laurent Bouhnik, premier d'une série de dix films qu'il co-produit. Une reconnaissance pour cet autodidacte, car son film est unanimement apprécié. Il obtient le prix d'interprétation féminine pour Véra Briole (Madeleine). Son film trouve des images adéquates pour la solitude humaine et urbaine. On lui reprochera encore une fois ses images construites, chiadées, travaillées, évidemment esthétiquement belles. (Même refrain pour *Sélect Hôtel* et *Zonzon*). Personne n'a jamais reproché à Fellini sa mer en carton, donc construite... Le cinéma, c'est une fiction, ce sont des images qui parlent à notre imaginaire et traduisent les émotions. Ce n'est pas le défoulement, l'alcool, les gros mots et des meurtres. Et pourtant, le Léopard d'Or *Peau d'homme, cœur de bête* de Hélène Angel fait exactement ce cinéma-là. Le défoulement comme révélation. Rarement les jurys sont à la hauteur des films. Que Noémie Lvovsky, *La vie ne me fait pas peur* (voir ci-contre) ou *Barack*, *1999 Madeleine*, le généreux *El Medina* obtiennent des prix, c'est justifié, qu'on focalise toujours sur les'coming out'de toutes sortes, en Chine, l'homosexualité *Nannan Nunu* de Liu Bingjian, les fantasmes sado-maso au Japon des lycéens *Gekko no sasayaki* de Shiota Akihiko, au lieu de voir la beauté des films comme *Simon Magus* de Ildikó Enyedi, Hongrie ou la grande simplicité dépouillée et juste du *Dream Catcher* de Ed Radtke. Mystère.

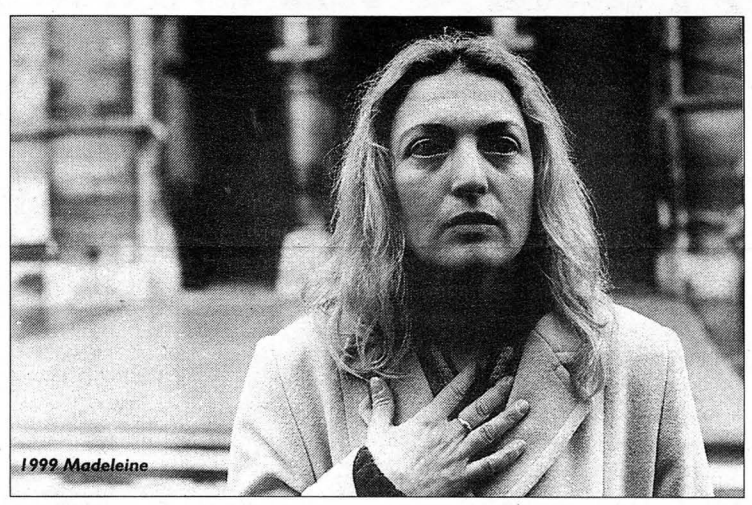
Seul le nouveau documentaire de Richard Dindo, *Genet a Chatila* comblait toutes les attentes. Un texte magnifique *Un captif amoureux*, une adaptation-transposition par un documentariste-poète au sommet de son art.

D'autres contrées ne pensent leur cinématographies qu'en termes de combat contre : ainsi en Corée on s'organise contre les quotas instaurés par les majors américains. Le film grandiose de Park Kwang-Su *Les insurgés* s'inscrit dans cette lutte qu'il faut soutenir et rendre publique.

Autre événement *The Birds* de Hitchcock, également en copie neuve, couleurs resplendissantes, aurait pu nous ramener la magie des origines, mais une messagère, la toujours très sexy Tippi Hedren raconta avant la projection tout ce qu'on lui avait fait subir dans le film ! Le suspens a pris du plomb dans l'aile. Mais *Les Oiseaux* s'envolèrent et s'imposèrent comme au premier jour, car l'intrigue avance d'une manière magistrale et nul n'a appris plus sur les mères abusives et l'abandon et la souffrance qui viennent les terrasser. Les oiseaux ne sèment plus la terreur, mais les liens entre les gens sont toujours aussi terrifiants.

Les Joe Dante et toute l'écurie Corman s'appliquent depuis à recréer autant de perfection et d'humour. C'était le sujet de la rétrospective.

Heike Hurst (Fondu au Noir)



1999 Madeleine

La vie ne me fait pas peur

Noémie Lvovsky

Il y a foule de films sur l'adolescence. Mais peu de réalisateurs et encore moins de réalisatrices se sont attaqués à ce moment précis et délicat où tout est bouleversé. Instant de passage, où la solitude bouffe tout, ou l'indifférence ou l'angoisse des parents et leur regard anéantit plus d'êtres que les catastrophes naturelles. Noémie Lvovsky avait donné un aperçu complet de ces troubles bien plus psychiques que physiques qui surviennent à l'âge ingrat, où se pointent poils, rondeurs, boutons et autres horreurs et l'avait appelé *Petites*. Quatre filles échappent momentanément aux déboires de leur âge et de leur condition en créant une bande. Grouper leurs désirs, réunir leurs envies et leurs angoisses leur permet de vivre plusieurs sensibilités à la fois. Frénésie, truculence, rituels. Quatre filles dans le vent. *La vie ne me fait pas peur* est donc un arbre splendide, issu des quatre buissons ardents des *Petites*. Noémie Lvovsky se lance dans la réalisation du film deux ans après le tournage des *Petites*, des séquences significatives sont intégrées dans *La vie ne me fait pas peur*. Elle associe l'écrivain Florence Seyvos à l'écriture du scénario, retravaille les témoignages de ses copines d'alors et crée avec toujours les mêmes quatre filles exceptionnelles : Ingrid Molinier, Camille Rousselet, Julie Marie Parmentier, Magali Woch un film qui innove en tout. Si vous voulez connaître les super-women qui sommeillent dans l'imaginaire de toutes ces gamines géniales, ouvrez grand les yeux, les oreilles et regardez les mâcher le chewing gum du garçon convoité, sauter toutes les barrières pour avoir sa photo etc. Elles pratiquent toutes l'anarchie comme expression de la plus grande liberté. Le Jury de Locarno a donné à ce film exquis un Léopard d'Argent. Mais les quatre filles auraient aussi mérité un prix d'interprétation. Noémie Lvovsky en revanche méritait la palme du non-conformisme pour avoir piétiné définitivement le jardin des jeunes filles en fleurs.

Heike Hurst (Fondu au Noir - Radio libertaire)

Maurice et Patapon

Un album des strips de Charb

Prenez un chat et appelez-le Patapon. Ajoutez un chien que vous prénommerez Maurice. Vous avez les ingrédients parfaits pour faire de la bande dessinée, ou plutôt des strips, ces petites histoires en trois cases, pas une de plus, pas une de moins (ou comment faire court, drôle et méchant avec un minimum de trait de crayon !).

Dans ces strips en jaune, caca d'oie et blanc, Maurice et Patapon conversent comme chien et chat, commentent l'actualité, échangent des propos scatologiques, politiques et, évidemment, hautement philosophiques. Lorsqu'un homme apparaît, c'est rarement à son avantage et, par exemple, lorsque l'un de ces bipèdes s'extasie sur ces petites bêtes en disant, l'air attendri « Il ne leur manque que la parole ». Patapon qui lui fait face réplique un cinglant : « Et aussi un fusil à pompe, connard », pendant que Maurice, par-derrière, pisse sur le mollet du bipède, debout comme ce dernier.

En fait, ces bestioles (à qui il ne manque surtout pas la parole), un fois dégagés des sols fangeux de la merde, des pets et du vomi, ont des pensées on ne peut plus sensées, antimilitaristes et libertaires... (tous les collaborateurs de *Charlie* ne peuvent en dire autant !)

Très loin du politiquement correct, de la langue de bois et du discours aseptisés qu'on nous sert généralement, de la droite en passant par la gauche, Maurice et Patapon apportent – contrairement aux déjections dont ils se délectent – un peu d'air frais dans le paysage.

Un con est un con, et parfois, ça fait du bien de le lire... et de pouvoir en rire !

Cathy Ytak

Maurice et Patapon, de Charb. Préfacé par Gébé. Éditions Charlie Hebdo, hors-série n°10. 25 F.

copinage

Dimanche 12 septembre à 17 heures, concert de soutien à Luis V. Rodriguez, au CICP, 21ter rue Voltaire, Paris 20e. ***Nothing more, Cria Cuervos, René Biname.*** Tables de presse. PAF : 30 F.

Jean-Luc Debattice chantera les 17 et 18 septembre à 20 h 30 au Limonaire (18, cité Bergère, Paris 9e, tél : 01 45 23 33 33).

L'association « Paroles et Musiques » et Radio libertaire présentent **Louis Capart** lundi 11 octobre à 20 h 30 au théâtre Clavel (3, rue Clavel, Paris 19e, tél : 01 43 84 70 04. Places : 100 F et 80 F.

Procès contre le Monde libertaire

Pajon se ramasse à l'appel

C'est le 23 juin dernier que fut prononcé le verdict du procès en appel que le maire de Noisy-le-Grand intentait à notre hebdomadaire. Le texte qui suit fut distribué peu après le verdict devant la mairie de Noisy-le-Grand.

C'est paraît-il afin d'éviter des frais de justice aux Noiséens que M. Pajon a, en tant que maire de Noisy-le-Grand, accordé aux catholiques intégristes le permis de construire une chapelle sur le territoire de la commune. Ce faisant, il permettait à l'extrême droite d'avoir pignon sur rue. En effet, la « fraternité saint-Pie X » n'est autre que la secte fondée par « Monseigneur » Lefebvre qui est aujourd'hui toujours politiquement active puisque ce sont ses ouailles qui régulièrement investissent des cliniques ou des hôpitaux où sont pratiqués des avortements. C'est aussi un de ses prêtres, celui-ci sévissant à Mantes-la-Jolie, qui fut responsable l'été dernier de la mort de quatre scouts au large de Perros-Guirec. On se souvient aussi que ce Lefebvre déclarait du temps où Pinochet faisait torturer et assassiner que « le seul État catholique au monde est le Chili »...

Alors que le Parti socialiste fait volontiers campagne sur le thème de la lutte contre l'extrême droite, M. Pajon. l'accueille à Noisy-le-Grand. En plus, il s'en prend à la liberté d'expression. Après avoir à plusieurs reprises fait des difficultés pour prêter une salle au Collectif noiséen de vigilance et d'action citoyennes contre l'ordre moral (qui regroupe différentes organisations, syndicats, associations), après avoir fait recouvrir les affiches de ce même collectif, il attaque en justice le Monde libertaire, hebdomadaire de la Fédération anarchiste qui a dénoncé sa complaisance avec la secte d'extrême droite.

Pour cela, Pajon n'a pas hésité à se servir de l'argent des Noiséens. Il a réclamé 130 000 F au Monde libertaire, ce qui était probablement voué à le faire taire. La justice, le 19 novembre dernier à jugé « nulle » la citation en diffamation. Faisant certainement « confiance dans la justice de son pays », Pajon fit appel. Verdict le 23 juin dernier : la cour d'appel confirmait le jugement. L'argent des Noiséens a donc été dépensé dans une manœuvre contre la liberté d'expression et ce en pure perte.

On ne combat pas l'extrême droite en lui permettant de s'installer en toute tranquillité pour faire sa propagande. Les anarchistes sont convaincus que c'est la lutte contre la misère et les inégalités sociales qui permet de combattre le fascisme et la xénophobie. Ils continueront d'œuvrer pour réaliser un monde sans classes et sans frontières. A Noisy-le-Grand comme ailleurs, le Monde libertaire continuera d'exprimer l'idéal de justice sociale et de liberté qui nous anime.

Fédération anarchiste

Les capitalistes s'organisent... A quand les exploités !

suite de la première page

tion et de prestige nationaliste comme ce porte-avions nucléaire en est l'exemple. L'État engage des sommes colossales pour parvenir à son but : aider les patrons et prévenir tout risque de révolte sociale!

Pourtant, le budget va si mal ! Les zélés fonctionnaires du ministère des finances comme les bonzes du Parti Socialiste nous le disent depuis longtemps que l'État ne peut vivre « au-dessus de ses moyens ». Ils ont bien appris la leçon éternelle des tenants du pouvoir qu'il soit économique ou étatique : ne rien lâcher sauf sous la menace d' une explosion violente qui amènerait à perdre davantage qu'en cédant! C'est ainsi que le mouvement des chômeurs a trouvé devant lui un mur, tout comme le mouvement des lycéens et des enseignants ou le mouvement des cheminots. En 1998, « il était bien inconsidéré de lâcher les 30 milliards nécessaires à un relèvement général de 1500 F des minima sociaux, cela allait mettre l'économie, si fragile, en crise et se retournerait contre ceux-là mêmes que cette mesure entendait aider en supprimant des emplois ». On le connaît ce discours qui nous explique que « ce n'est pas possible » ou qui développe directement un chantage à l'emploi.

Par contre, les dépenser au profit des entreprises et des plus riches en les exonérant continuellement d'impôts reste une priorité. Les dépenser pour un porte-avions nucléaire reste possible. Là encore, le déficit de l'État fait partie de ces mirages entretenus pour affaiblir les demandes des citoyens. C'est en entretenant l'idée que rien ne va, ni la santé des entreprises, ni la santé de l'État que les tenants du pouvoir arrivent presque à trouver la sollicitude des travailleurs. Pourtant, que cela aille bien ou mal, cela change peu pour ceux qui produisent directement les richesses : quand ça va mal, ils perdent leur emploi ; quand ça va bien, ils ne voient pas leur vie s'améliorer.

La résignation ou la lutte

Ainsi, le surplus de recettes de près de 60 milliards dans le budget vient casser ce portrait d'un État déficitaire et conforter l'idée que cela ne nous profitera pas en l'état des choses. C'est ainsi que Bercy découvre que l'impôt rentre mieux que prévu, de l'ordre de 30 milliards sur les six premiers mois et de 60 milliards prévus sur l'année. Alors chacun y va de sa proposition. Baisse des charges, baisse des impôts, réserve pour les retraites... l'idéologie fonctionne bien et les solutions libérales s'imposent : alléger le fardeau des patrons et des riches ! Rien pour ceux qui pourraient légitimement réclamer une part de ces richesses. On se retrouve dans la situation des comptes de l'ASSEDIC : à force de rogner les dépenses au détriment des chômeurs, il existe un excédent que s'approprient les patrons pour la baisse de leurs cotisations. Ici, à force de rogner sur les dépenses au détriment des citoyens (dégradations des services publics, diminution des aides sociales...), on découvre un excédent que s'apprêtent à se partager les entreprises et les plus riches à travers l'impôt. Les « pères la rigueur » ne s'appliquent jamais leur néfaste potion. Qu'ils soient à la tête des entreprises ou à la tête de l'État (ce sont généralement les mêmes!), ils ne font que gérer au mieux leurs intérêts. Seule la peur les fait changer de couleur et les fait reculer.

Cela doit être notre tâche à tous et partout : faite taire la résignation et par les luttes sociales, politiques radicales leur faire peur pour qu'ils reculent. La peur changerait ainsi de camp.

Most

Festival epsilonia 99

(epsilonia fait sa fête !...)

Concert de soutien à Radio Libertaire
Samedi 11 septembre 1999 - Paris - le Batofar

PHÉROMONE
Musique improvisée, basée sur un rapport particulier aux instruments, dans lequel le geste instrumental et le son produit semblent des phénomènes indépendants

Éric Cordier : vielle à roue • Pascal Battus : Guitare environnée • Jean Luc Guionnet : Instruments à corde de sa fabrication

VON+DEF
Le fondateur de Von Magnet dans un nouveau duo. Concert / projection
Nikkho Georgiades : DEF : électronique / effets / basse • Phil Von : VON : électronique / voix / tapes / percussions de pieds

- Collectif de Musique Improvisée
Carole Rieussec / Le Quan Nihn / Lionel Marchetti / Jérôme Noettinger
Une rencontre inédite, de quatre personnalités

Le Quan Nihn percussions acoustiques, tandis que les improvisateurs de Metamkine diffuseront sur un réseau de petits haut-parleurs... intimiste.

- TOY BIZARRE
Une des rares occasion de voir Cédric Peyronnet, sur scène.
Expérimentations électroniques et projection.

- CALX
imprononçable duo d'improvisation, free et musclé, qui pour l'occasion, se produit avec le musicien allemand Hubertus Biermann
• Jean Luc Guionnet : sax • Edward Perraud : batterie • Hubertus Biermann : contrebasse

- Black Sifichi
Annoncé comme DJ, pour assurer des mixs entre les différents concerts, on attend aussi de Black Sifichi performances et lectures...

Le Batofar face au 11 quai F.Mauriac 75013 - Tél : 01 56 29 10 25
M° Bibliothèque nationale / Quai de la gare
Entrée : 50 F . Le concert est en soutient à Radio Libertaire 89,4 FM
Ouverture des portes à 18 heures - Fermeture 2 heures
Premier concert 30 min après l'ouverture

AGENDA

dimanche 12 septembre

CHOISY-LE-ROI (94) : Les amis de Louise-Michel du Val-de-Marne ; les groupes Etoile noire et Elisée Reclus de la Fédération anarchiste ainsi que l'UD C.N.T-A.I.T. 94 organisent un « **Pique-nique de l'amitié** » (apporter sa bonne humeur et son casse-croute) dans le parc de Choisy (à 500 m de la gare SNCF de Villeneuve-Prairie).

vendredi 24 septembre

ANGERS : Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organise une réunion publique intitulée « **Qu'est-ce que l'anarchisme ?** » à 20 h 30, avec un pot de rentrée pour les sympathisants à partir de 19 h 30, à l'Étincelle, 26, rue Maillé.

samedi 25 septembre

LYON : Les groupes de l'Union locale de la Fédération anarchiste de Lyon vous donnent rendez-vous **à partir de 17 h 30** à La Plume Noire, 19 rue Pierre-Blanc,(1er) pour leur pot de rentrée.

PARIS : Grande marche pour Mumia (toujours dans le couloir de la mort aux Etats-Unis) à 14 heures (le point de départ sera connu ultérieurement).

samedi 2 octobre

ANGERS : Le groupe Malatesta de la Fédération anarchiste organise la première « **Journée anticapitaliste** » de 14 heures à minuit à la salle des haras (près de la patinoire). « Pourquoi et comment être anticapitaliste ? » avec librairie, vidéos, expos, stands, musique, buvette et trois forums-débats : 15 heures, comment se libérer du travail ; 18 heures : le capitalisme, un monstre au pieds d'argile ; 20 h 30 : Résister aujourd'hui au capitalisme.